

Introduction

Bertrand FONCK

Les contributions rassemblées dans le présent volume ont été prononcées au cours d'une journée d'étude organisée à Vincennes par le Service historique de la Défense le 8 novembre 2016, intitulée « Les archives rapatriées de Russie : traitement, exploitation, valorisation ». Plus de vingt ans après les premiers retours d'archives de 1994, cette manifestation avait pour but de dresser un nouveau bilan du traitement des « fonds de Moscou » au sein des différents services d'archives français, mais aussi de l'exploitation de ces archives dans les salles de lecture et de leur valorisation auprès du grand public.

Le ministère des Armées a été l'un des principaux bénéficiaires de la restitution des archives saisies en France durant la Seconde Guerre mondiale par l'Allemagne nazie puis par les armées soviétiques (plus de 3 km linéaires sur l'ensemble des 7 km d'archives restitués). C'est d'ailleurs au château de Vincennes que sont arrivés en 1994 les premiers cartons revenus de Russie par camions après la redécouverte des archives françaises aux Archives spéciales d'État de Moscou en 1991 et la négociation de l'accord qui a permis leur rapatriement¹. Nombre d'archivistes des anciens services historiques et, depuis 2005, du SHD ont en outre contribué au classement de ces archives, dans le cadre d'un chantier spécifique à bien des égards. C'est pourquoi il a semblé judicieux, à l'occasion de la journée de réflexion que le Centre historique des archives du SHD organise chaque année sur une question archivistique ou mêlant archives et histoire, de proposer un état des lieux actualisé sur les archives de Moscou permettant d'esquisser des perspectives comparées sur les opérations de traitement encore en cours dans divers services d'archives, et de tenter de mesurer l'intérêt relatif de fonds qui n'ont pas encore tous été exploités par les chercheurs².

1. Sophie CŒURÉ, *La mémoire spoliée. Les archives des Français, butin de guerre nazi puis soviétique*, Paris, Payot, 2007.
2. Le Service historique de l'armée de Terre avait dès 2001 consacré une exposition aux documents les plus anciens rapatriés de Russie, à savoir les plans de fortifications de l'espace germanique, exposition qui avait été l'occasion d'étudier les modalités des spoliations d'archives militaires (Nicole SALAT et Martin BARROS, *Plans de fortifications de l'espace germanique [1698-1870]*, Vincennes, SHAT, 2001). Le SHD a également organisé en 2010 deux journées d'études sur les archives et les témoi-

Si le déroulement des spoliations d'archives sous l'Occupation puis par l'Armée rouge, l'utilisation de ces documents par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique et les restitutions advenues principalement en 1994 et 2000-2001 ont fait l'objet d'importants travaux, parmi lesquels les publications de Patricia Kennedy Grimsted et de Sophie Cœuré ont constitué d'importants jalons³, et si plusieurs rencontres scientifiques ont réuni archivistes et historiens autour de ces questions⁴, nous disposons aujourd'hui d'un peu plus de recul pour brosser un tableau d'ensemble de la façon dont ces fonds ont été pris en charge d'un point de vue archivistique, ainsi que pour analyser les apports de ces archives retrouvées et leur impact sur l'évolution de l'historiographie⁵.

L'identification en Russie d'archives françaises spoliées dans la tourmente du second conflit mondial date du début des années 1990, et une grande partie a été mise très rapidement à la disposition du public et exploitée, aux Archives nationales via la traduction des inventaires russes, au Service historique de l'armée de Terre par la publication d'un premier inventaire après nouveau classement dès 1997. Pourtant les archives rapatriées de Russie font toujours l'actualité dans les services d'archives au sein desquels les opérations de classement et d'inventaire se poursuivent, comme le

gnages relatifs à 1940 et à la Seconde Guerre mondiale (Bertrand FONCK et Amable SABLON DU CORAIL [dir.], *1940, l'empreinte de la défaite. Témoignages et archives*, Rennes, PUR, 2014).

3. Outre l'ouvrage fondamental de Sophie Cœuré déjà mentionné, voir Sophie Cœuré, Frédéric MONIER et Gérard NAUD, « Le retour de Russie des archives françaises. Le cas du fonds de la Sûreté », *Vingtième siècle*, n° 45, janvier-mars 1995, p. 133-139; Patricia K. GRIMSTED, *Trophies of War and Empire. The Archival Heritage of Ukraine, World War II, and the International Politics of Restitution*, Cambridge, Harvard University Press, 2001; Sophie Cœuré et Frédéric MONIER, « De l'ombre à la lumière. Les archives françaises de retour de Moscou (1940-2002) », dans Sébastien LAURENT (dir.), *Archives « secrètes », secrets d'archives. Historiens et archivistes face aux archives sensibles*, Paris, CNRS Éditions, 2003; Patricia K. GRIMSTED, J.-F. HOOGEWOUW et Eric KETELAAR (dir.), *Returned from Russia. Nazi Archival Plunder in Western Europe and Recent Restitutions Issues*, Londres, Institute of Arts and Law, 2007. Voir également Martine POULAIN, *Livres pillés, lectures surveillées. Les bibliothèques françaises sous l'Occupation*, Paris, Gallimard, 2008, et Claude LORENTZ, *La France et les restitutions allemandes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (1943-1954)*, Paris, ministère des Affaires étrangères, 1998, et, pour une comparaison avec la Première Guerre mondiale, Isabelle CHAVE, « Sacrifice subi ou sauvetage organisé. Le sort des archives en France durant la Grande Guerre, d'après le fonds de la direction ministérielle des Archives », *In Situ*, n° 3, 2014.
4. Ainsi de la journée d'étude organisée en 2008 à la bibliothèque de l'Alliance israélite universelle, du grand colloque international de Strasbourg de 2010 dont les actes ont été publiés en 2012 (Alexandre SUMPFF et Vincent LANIOL [dir.], *Saisies, spoliations et restitutions. Archives et bibliothèques au XX^e siècle*, Rennes, PUR), ou encore de la manifestation organisée en 2013 par les Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine autour de la réédition de l'ouvrage de Sophie Cœuré (*La mémoire spoliée, op. cit.*).
5. Voir notamment Anne-Sophie MAURE, « Les restitutions d'archives revenues de Russie (1992-2009) : priorités de traitement, analyse des demandes, politique archivistique », dans Alexandre SUMPFF et Vincent LANIOL (dir.), *Saisies, spoliations et restitutions, op. cit.*, p. 327-338. La fortune critique des fonds des Archives nationales a déjà fait l'objet d'analyses approfondies par Sylvie LE CLECH et Damien RICHARD, « Fortune critique du fonds de Moscou aux AN, 1994-2010 », dans Alexandre SUMPFF et Vincent LANIOL (dir.), *Saisies, spoliations et restitutions, op. cit.*, p. 339-355; voir également Sylvie LE CLECH-CHARTON, « Sortie de guerre froide : le fonds de Moscou aux Archives nationales (1940-2010) », dans Patricia GILLET (dir.), *Sortir de la guerre*, Paris, CTHS Éditions, 2013, p. 97-110.

Service historique de la Défense, ou qui s'efforcent de mieux comprendre l'articulation des fonds dits de Moscou avec les autres gisements documentaires qu'ils conservent, à l'instar des Archives nationales⁶. À cet égard, les contributions qui suivent permettent de dessiner un panorama des derniers inventaires parus mais aussi des actions scientifiques nourries par l'approfondissement des connaissances des archivistes et des historiens sur ces fonds, ou encore des apports à venir grâce aux instruments de recherche encore non achevés.

Quand bien même les différentes étapes des restitutions depuis Moscou ont déjà été mises en lumière, on trouvera par ailleurs dans le présent volume de nouveaux éclairages sur les restitutions qui ont précédé celles de 1994, ainsi du « fonds Saint-Petersbourg » des Archives diplomatiques rapatrié en 1969, dont la complémentarité avec les fonds restitués après la chute de l'URSS est riche d'enseignements, ou du « fonds Potsdam » du Service historique de la Défense rapatrié en 1989. On verra que les travaux d'identification et de classement en cours sur les archives revenues en France en 1994 et 2000-2001 continuent de susciter des réattributions de fonds entre services d'archives. Dans le prolongement des études cherchant à inscrire l'extraordinaire parcours des archives rapatriées de Russie au sein de l'histoire générale des spoliations du patrimoine écrit au cours des conflits du xx^e siècle, on s'intéressera également aux archives allemandes saisies par la France à l'issue de la Seconde Guerre mondiale. Récupérés en France au moment de la Libération comme en Allemagne au lendemain de la guerre, ces fonds s'inscrivent dans un paysage archivistique très éclaté dont la connaissance a été largement renouvelée ces dernières années, notamment en ce qui concerne les archives récemment mises à disposition du public ou encore en cours d'inventaire à Vincennes⁷.

Si l'exploitation de ces archives redécouvertes ne va pas révolutionner l'histoire du premier xx^e siècle ni permettre de répondre à toutes les questions auxquelles historiens ou journalistes cherchent encore des réponses, les fonds rapatriés apportent dans de nombreux domaines une documentation d'un très grand intérêt pour la recherche. Certains champs historiographiques ont été très réceptifs à l'étude de ces archives inédites et en ont été considérablement redynamisés. L'histoire du renseignement et de la surveillance dans l'entre-deux-guerres a ainsi bénéficié d'un important

6. Émilie CHARRIER et Damien RICHARD, « Les archives de la Sûreté nationale : disparité des lieux de conservation, continuité des fonds? », dans Sylvie LE CLECH, Christian OPPETIT et Serge WOLIKOW (dir.), *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943) : nouveaux outils, nouvelles archives*, Pierrefitte-sur-Seine, Publications des Archives nationales, 2016 (publication en ligne).

7. « Dans les archives secrètes de la Seconde Guerre mondiale », *Les Chemins de la mémoire*, numéro spécial, décembre 2015. On signalera également, à côté des fonds conservés aux Archives nationales décrits dans ces pages, les films et photographies du « fonds allemand » de l'ECPAD (voir le documentaire de Véronique Lhorme *Propaganda Kompanien, reporters du III^e Reich*, La cuisine aux images, 2012).

renouvellement grâce aux fonds de Moscou de la Sûreté et des services de renseignement militaire⁸, de même que les restitutions des archives syndicales, maçonniques ou de personnalités et partis politiques ont donné matière à de nombreux travaux⁹. Mais c'est également à la façon dont la mémoire et la perception de certains événements ont été infléchies par les travaux ayant exploité les archives rapatriées de Russie que les chercheurs peuvent s'intéresser aujourd'hui, comme le montre bien le cas des services de renseignement de Vichy.

Les archives rapatriées constituent enfin, de par leur histoire et leur redécouverte tardive, propres à susciter l'intérêt des médias et du grand public, des fonds particulièrement propices à la valorisation, et offrent à cet égard un terrain d'étude privilégié sur les usages sociaux des archives. Présentés au public à travers plusieurs expositions, dont la dernière en date, « Une expérience du chaos. Destructures, spoliations et sauvetages d'archives », a remis en perspective l'histoire longue des spoliations et destructions d'archives¹⁰, les fonds de Moscou ont aussi excité la curiosité des journalistes et documentaristes, très friands de toute découverte relative à la Seconde Guerre mondiale et aux questions de renseignement, mais intéressés également par l'histoire particulière de ces archives.

Une telle réflexion ne pouvait se concevoir que comme un dialogue et un échange entre archivistes et historiens. Elle ne pouvait également s'envisager sans la collaboration des services d'archives qui ont été confrontés aux questions toutes particulières posées par le traitement de ces masses d'archives inattendues, et leur ont d'ailleurs, tout en partageant une même culture professionnelle, apporté des réponses très différentes : les Archives nationales, qui ont été l'autre grand bénéficiaire, avec le ministère des Armées, des rapatriements d'archives publiques, la Direction des archives du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, qui a présidé aux négociations et aux opérations de restitution des fonds concernés, mais aussi d'autres institutions patrimoniales et centres de recherche ayant œuvré au classement et à l'exploitation de leurs fonds de Moscou, dont la Préfecture

8. Dominique DEVAUX, « Les archives de la direction de la sûreté rapatriées de Russie », dans *La Gazette des archives*, n° 176, 1997, p. 78-86 ; Claire SIBILLE, « Les archives du 2^e bureau SR-SCR récupérées de Russie », dans Olivier FORCADE et Georges-Henri SOUTOU (dir.), *L'Exploitation du renseignement*, Paris, Economica, 2001, p. 27-47. Pour un exemple récent d'exploitation des archives du renseignement et de la surveillance, voir Georges VIDAL, *L'armée française et l'ennemi intérieur, 1917-1939. Enjeux stratégiques et culture politique*, Rennes, PUR, 2015.

9. Serge WOLIKOW, *Une histoire en révolution ? Du bon usage des archives, de Moscou et d'ailleurs*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 1996 ; Sonia COMBE et Grégory CINGAL (dir.), *Retour de Moscou. Les archives de la Ligue des droits de l'homme, 1898-1940*, Paris, La Découverte/BDIC, 2004 ; Sophie CŒURÉ, « Les archives comme "arme de la classe ouvrière" : Utiliser et comprendre les fonds du Komintern (base Incomka) et les fonds rapatriés de Moscou à la lumière de l'histoire des archives en URSS », dans *Archives et communisme(s) : l'avant-guerre (1919-1943) : Nouveaux outils, nouvelles archives*, en ligne, Pierrefitte-sur-Seine, Publications des Archives nationales, 2016.

10. Gilles DÉSIRÉ DIT GOSSÉ (dir.), *Une expérience du chaos. Destructures, spoliations et sauvetages d'archives, 1789-1945*, Rennes, PUR/Archives nationales, 2017.

de police de Paris qui s'est récemment penchée à nouveaux frais sur les fonds qui lui avaient été restitués, le Centre d'histoire de Sciences Po, l'Institut CGT d'histoire sociale ou le Grand Orient de France. Le croisement de ces retours d'expérience ne peut qu'inviter les archivistes à interroger leurs pratiques¹¹ et à poursuivre des collaborations qui apportent beaucoup à la connaissance des différents fonds et de leur histoire, ainsi de celle des fonds conservés à Minsk par exemple, moins connus que ceux de Moscou¹².



Si les contributions qui suivent ne peuvent constituer qu'un bilan d'étape et ne sauraient prétendre à l'exhaustivité, elles permettent donc de porter un regard renouvelé sur les principaux gisements d'archives concernés, d'offrir un état à jour des travaux de classement et de description, mais également de souligner l'intérêt d'éléments peu exploités jusqu'ici. Espérons que ce volume contribuera à entretenir les interactions entre le monde de la recherche et celui des archives, et à encourager les travaux aussi bien des archivistes qui se consacrent à la mise à disposition de nouveaux inventaires que des chercheurs, qui n'ont pas fini d'exploiter toutes les richesses de ce patrimoine perdu et retrouvé.

11. Voir à cet égard Anne LEBLAY-KINOSHITA, « Le “fonds de Moscou” : voyage et constitution d'un fonds d'archives au travers de l'Europe et des siècles », dans Franck JEDRZEWSKI et Diogo SARDINHA (dir.), *La philosophie et l'archive. Un dialogue international*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 209-234.

12. Anatole STEBURAKA, « Les fonds français de Minsk. Les archives confisquées par les nazis durant la Seconde Guerre mondiale et conservées en Biélorussie », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2016, n° 10, p. 82-88.

Les « fonds de Moscou » – Bertrand Fonck, Hélène Servant et Sophie Coeuré (dir.)
ISBN 978-2-7535-7729-9 — Presses universitaires de Rennes, 2019, www.pur-editions.fr